

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
Cité administrative - Bât C - 2ème étage
Boulevard George SAND
36000 Châteauroux

Châteauroux, le 08/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LOULERGUE Bernard

Tuilerie St Louis
36230 Neuvy-Saint-Sépulchre

Références : VI 09/10/2025 UD36 (TD)
Code AIOT : 0010002814

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/10/2025 dans l'établissement LOULERGUE Bernard implanté Les Touches 36230 Neuvy-Saint-Sépulchre. L'inspection a été annoncée le 01/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre du suivi de l'arrêté préfectoral en date du 30 mai 2024 mettant en demeure M. Loulergue Bernard, située à Neuvy-Saint-Sépulchre, de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 23 avril 2007 de la carrière au titre des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LOULERGUE Bernard
- Les Touches 36230 Neuvy-Saint-Sépulchre
- Code AIOT : 0010002814
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'autorisation d'exploiter de la carrière porte sur les terrains situés de part et d'autre de la RD 990 aux lieux-dits "Les touches" et "La Couture" sur le territoire de la commune de Neuvy-Saint-Sépulchre. Le site est soumis à autorisation sous rubrique 2510-1 : exploitation de carrière. L'extraction est réalisée à sec par pelle mécanique. Le matériau extrait est de l'argile destinée principalement à l'approvisionnement d'une briquetterie (briques creuses, carreaux de sol) ou destiné à un usage environnemental pour notamment l'étanchéité de plans d'eau. Il n'y avait pas d'activité sur le site le jour de la visite.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Extraction	Arrêté Préfectoral du 23/04/2007, article III-4-D	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
2	Suivi annuel d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 23/04/2007, article III-7-B-a	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2007, article III-4-D
Thème(s) : Risques chroniques, Phasage
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 27/02/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 16/06/2024
Prescription contrôlée : <p>L'exploitation de la carrière est conduite conformément aux plans de phasage des travaux et de remise en état du site annexés au présent arrêté. Toute modification du phasage ou du mode d'exploitation fera l'objet d'une demande préalable adressée au préfet avec tous les éléments d'appréciation. Les extractions sont menées sur les parcelles cadastrées AS n° 28, 32, 36 à 38, 43 et 44.</p>

La profondeur maximale d'extraction sera de 7,5 m par rapport au terrain naturel.

Constats :

L'exploitant a transmis un porter à connaissance (PAC) faisant suite à l'arrêté de mise en demeure du 30 mai 2024 réceptionné par le bureau de l'environnement de la préfecture de l'Indre en date du 31 juillet 2024.

M. Loulergue confirme dans son PAC qu'il a suivi l'exploitation selon le sens de progression prévue par l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 23 avril 2007 mais au vu des petits tonnages exploités (Extraction en 2022 :140 tonnes,2023: 320 tonnes et pas d'extraction en 2024) par rapport au tonnage annuel autorisé 3000 tonnes/an, le phasage par période de 5 ans n'a pas été respecté. Actuellement la localisation de l'extraction est en phase 2 pour une période prévue initialement de l'année 2012 à 2017 dans l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 23 avril 2007.

Il reste 6 m linéaires d'exploitation en phase 2 sur la parcelle AS44 pour passer en phase 3 en direction de la parcelle AS43 localisation de la suite du phasage.

La transmission de ce porter à connaissance (PAC) permet à l'Inspection des installations classées de lever l'arrêté en date du 30 mai 2024 mettant en demeure M. Loulergue Bernard de transmettre un porter à connaissance à Monsieur le Préfet (Article n°1: - 1-article III-4-D) afin de respecter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 23 avril 2007 au titre des installations classées pour la protection de l'environnement.

Suite à cette demande de modification de phasage dans sa temporalité, les garanties financières ont été mises à jour en date du 29 avril 2024. Le montant est actuellement de 14 429€, ce montant constitue le plafond de la garantie financière accordée par la caisse des dépôt et consignations à M. Loulergue du 29 avril 2021 au 28 avril 2029.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Suivi annuel d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/04/2007, article III-7-B-a

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi d'exploitation

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/02/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
- date d'échéance qui a été retenue : 16/06/2024

Prescription contrôlée :

Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à la superficie de la carrière sera dressé chaque année. Il sera versé au registre d'exploitation de la carrière et fera apparaître notamment :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage,
- les bords de la fouille,
- les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,
- le positionnement des fronts.

Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) seront consignées dans une annexe à ce plan.

Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières seront mentionnés et explicités.

Un rapport annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, la synthèse des contrôles périodiques effectués dans l'année (bruit, poussières, eau..), les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation sera annexé au plan susnommé.

Ce plan et ses annexes seront transmis chaque année avant le 1er février à l'inspection des installations classées. Un exemplaire de ce plan sera conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Ce plan pourra être réalisé, sur demande de l'inspection des installations classées, par un géomètre, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.

Constats :

L'exploitant a transmis par courrier en date du 24 janvier 2025, un plan orienté réalisé à une échelle adaptée à la superficie de la carrière comme prescrit dans l'article III.7.B.a de l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 23 avril 2007.

Par courriel en date du 23 novembre 2025, M. Loulergue a transmis à l'Inspection un plan complémentaire. La transmission de ce plan permet à l'Inspection des installations classées de lever l'arrêté en date du 30 mai 2024 mettant en demeure M. Loulergue Bernard de transmettre un plan de suivi annuel (Article n°1 : - 2 article III-7-B-a) conformément à l'arrêté préfectoral du 23 avril 2007 au titre des installations classées pour la protection de l'environnement. Ce plan permet de mieux appréhender la localisation de l'extraction tout en répondant à l'article III.7.B.a de l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 23 avril 2007.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite